

9 - Sursis à statuer

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20160713-2016-258-DE
Date de télétransmission : 15/07/2016
Date de réception préfecture : 15/07/2016

Syndicat des transports d'Ile-de-France

Délibération n°2016/258
Séance du 13 juillet 2016

PROLONGEMENT DU TRAMWAY T1 VERS NANTERRE ET RUEIL-MALMAISON

DOSSIER D'OBJECTIFS ET DE CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES MODALITES DE LA CONCERTATION

Le conseil du Syndicat des transports d'Ile-de-France,

- VU** le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
- VU** le code de l'urbanisme et notamment l'article L 424-1 ;
- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L 121-8 et suivants, et R121-2 et suivants ;
- VU** le décret n°2002-1275 du 22 octobre 2002 relatif à l'organisation du débat public et à la Commission Nationale du Débat Public ;
- VU** l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Ile-de-France ;
- VU** le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
- VU** le Schéma directeur de la Région Ile de France tel qu'approuvé par le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 ;
- VU** le protocole Etat-Région relatif à la mise en œuvre du plan de mobilisation pour les transports sur la période 2013/2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, adopté par le Conseil régional le 20 juin 2013, et signé par l'Etat le 19 juillet 2013 ;
- VU** le contrat de projets 2015-2020 entre l'Etat et la Région Ile de France, signé le 9 juillet 2015 ;
- VU** le Contrat Particulier Région Ile-de-France - Département des Hauts-de-Seine, approuvé par le Conseil régional le 26 novembre 2009 et Conseil général le 19 juin 2009 ;
- VU** l'avenant n°1 au Contrat Particulier Région Île-de-France - Département des Hauts-de-Seine approuvé par le Conseil régional le 20 juin 2013 et par le Conseil général le 21 juin 2013 ;
- VU** la délibération n°2013/0527 du Conseil du STIF, relative à la convention de financement des études DOCP – enquête publique et à la convention de maîtrise d'ouvrage du projet T1 Nanterre – Rueil-Malmaison ;
- VU** le rapport n°2016/258 ;
- VU** l'avis de la Commission des investissements du 06 juillet 2016 ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1 : d'approuver le dossier d'objectifs et de caractéristiques principales du prolongement du tramway T1 vers Nanterre et Rueil-Malmaison ;

Accusé de réception en préfecture
075-287500078-20160713-2016-258-DE
Date de télétransmission : 15/07/2016
Date de réception préfecture : 15/07/2016

Les objectifs du projet de transport sont les suivants :

- Créer de nouvelles possibilités de desserte en rocade
- Assurer un rabattement efficace avec les lignes structurantes du réseau
- Améliorer la desserte des territoires et retisser des liens entre les quartiers situés autour de La Défense
- Améliorer l'accès aux équipements structurants ;

ARTICLE 2 : d'autoriser le directeur général à saisir la Commission nationale du débat public (CNDP) sur la base d'un dossier de saisine ;

ARTICLE 3 : en cas de décision de la CNDP d'organiser un débat public, de mener les études et les procédures nécessaires au débat sur la base des orientations définies dans le DOCP ;

ARTICLE 4 : d'organiser une concertation dans les termes prévus par le code de l'environnement si la CNDP décide de ne pas organiser de débat public. Les modalités de la concertation avec les habitants, riverains, usagers, associations locales et autres personnes concernées, d'une durée minimum de quatre semaines, pourront comprendre :

- **Une publicité préalable** dans les communes concernées par le projet, sur l'objet et les modalités du déroulement de cette concertation;
- **Des documents d'information** sur le projet et les modalités de concertation notamment aux riverains, entreprises, etc. situés le long ou à proximité du tracé, et mis à disposition dans les mairies ainsi que dans des lieux de vie de la zone concernée par le projet ;
- **Un dispositif de consultation du public** couvrant le territoire concerné par le projet, prévoyant notamment des rencontres publiques;
- **Un site internet** dédié à la concertation, espace d'information sur le projet permettant le téléchargement des documents relatifs à la concertation ainsi que le dépôt d'observations ou suggestions du public ;

ARTICLE 5 : de prendre en considération la mise à l'étude du projet de prolongement du tramway T1 vers Nanterre et Rueil-Malmaison, sur le périmètre défini par le plan joint en annexe 1 à la présente délibération ;

ARTICLE 6 : d'autoriser le directeur général à prendre toute décision et à signer tout acte permettant l'exécution de la délibération ;

ARTICLE 7 : de charger le directeur général de l'exécution de la présente délibération, qui sera publiée au recueil des actes administratifs du Syndicat des transports d'Ile-de-France.

La présidente du Conseil
du Syndicat des transports d'Ile-de-France



Valérie PÉCRESSE

Annexe 1 : périmètre de prise en considération du projet (L424-1, alinéa 3 du code de l'urbanisme)



Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal
Séance du mardi 22 mars 2016



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DES HAUTS DE SEINE

Nombre de membres composant le Conseil Municipal : 53
En exercice : 53
Présents à la Séance : 51
Excusés : 2
Représentés : 2
Absents : 0

Le mardi vingt-deux mars deux mille seize à dix-neuf heures, le Conseil municipal, convoqué le seize mars deux mille seize s'est réuni sous la présidence de Monsieur Patrick JARRY, Maire.

Etaient présents : M. JARRY, Maire

Mme BOUDJEMAÏ, M. BEN AMAR, Mme BARDOT, M. SAGE, M. CASSOU, Mme BIGDADE, M. HMANI, M. RAIMBAULT, Mme STANISLAS (arrivée après l'affaire n°47), M. TAYEB, Mme MORAIN, Mme MAGNON, Mme DONZEL (arrivée après l'affaire n°39), M. GAUCHE-CAZALIS, Maires Adjoints.

M. CIRET, Mme DEBRAS (arrivée après l'affaire n°41), M. EL GHOZI (arrivée après l'affaire n°42), Mme QUILIN, M. MARCHAL, Mme SIMÉON-PUYFAGÈS, M. MASANES, Mme GAREL, M. LE LANN, M. HIEU, M. MAZOUZI, Mme BOURCET, M. CHANUT (arrivée après l'affaire n°38), Mme PENTURE, Mme KASMI, M. SOLAS, M. HERAUD (arrivée après l'affaire n°40), Mme SAIDJ, Mme LAMORA, M. ABDELOUAHED, M. MARTIN, Mme ALI SALIM, Mme REZZAG BARA, Mme HERBIN, M. NORROY, Mme MAUFRAIS, M. RIPOTEAU, Mme REGIS, Mme TRAN, Mme BEDIN (arrivée après l'affaire n°40), M. MARTINS (arrivée après l'affaire n°41), M. GUILLEMAUD, Mme EDORH, Mme BOITELET, M. SELMET, M. FERHAT (arrivée après l'affaire n°40), conseillers municipaux.

Excusés :

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales, ont donné pouvoir écrit de voter en leur nom :

Mme NGIMBOUSBATJÔM à M. BEN AMAR

M. IZNASNI à M. JARRY

M. HERAUD à Mme LAMORA (arrivée après l'affaire n°40)

Mme BEDIN à M. NORROY (arrivée après l'affaire n°40)

M. EL GHOZI à Mme BIGDADE (arrivée après l'affaire n°42)

Mme STANISLAS à M. RAIMBAULT (arrivée après l'affaire n°47)

Absents :

M. CHANUT (arrivée après l'affaire n°38)

Mme DONZEL (arrivée après l'affaire n°39)

M. FERHAT (arrivée après l'affaire n°40)

Mme DEBRAS (arrivée après l'affaire n°41)

M. MARTINS (arrivée après l'affaire n°41)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

092-219200508-20160322-DEL2016-48-1-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016

Secrétaire : M. MARTIN

DEL2016-48.1

Objet : Boule - Grands Axes : Lancement de la concertation préalable à la mise en œuvre d'une opération d'aménagement sur le secteur Boule - Grands Axes

Depuis la transformation de la place de la Boule et la suppression des autoponts dans les années 2000, de nombreuses mutations de l'environnement immédiat des grands axes y convergeant ont eu lieu. Certaines ont été directement impulsées par la Ville : l'îlot des Suisses et la ZAC Centre Sainte-Geneviève mais les promoteurs sont également intervenus sur de nombreux sites : rue Sadi Carnot, anciens sites industriels Desquenue et Giral, rue des Vignes...

L'arrivée du Métro et du tramway en 2025 place de la Boule ouvre de nouvelles perspectives d'accessibilité en transports en commun à ce secteur depuis l'ensemble de la Métropole parisienne.

Il convient donc, à la suite de l'approbation du PLU révisé en décembre 2015 et de la mise en place d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) couvrant la plupart des sites mutables des grands axes, de se doter d'outils suffisants pour traduire et mettre en œuvre les ambitions de la Ville en objectifs précis et phasés dans le temps, en ayant à l'esprit le transfert de la compétence aménagement à la Métropole et à l'Etablissement Public Territorial Paris Ouest la Défense.

Mairie de Nanterre

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal
Séance du mardi 22 mars 2016

1/ Lancement d'une concertation préalable à la mise en œuvre d'une opération d'aménagement sur le secteur Boule-Grands Axes

Pour l'élaboration des opérations d'aménagement importantes, la loi impose de définir les objectifs de l'opération et de mener une phase de concertation préalable.

Dans le cadre du secteur Boule-Grands Axes, il est proposé au Conseil municipal :

- 1) de lancer la procédure réglementaire de concertation en délibérant sur les objectifs suivants :
 - répondre aux enjeux d'embellissement de la place de la Boule et des grands axes y convergeant ;
 - accompagner l'arrivée du Métro et du tramway et réduire les flux routiers ;
 - maîtriser les développements générés par ces perspectives d'amélioration de l'accessibilité de ce secteur ;
 - favoriser le développement d'une offre diversifiée de logements et la diversité économique du secteur.
- 2) d'approuver les modalités de la concertation préalable :

La concertation sera poursuivie pendant toute la durée d'élaboration du projet et associera les habitants, les acteurs économiques, les associations locales, les partenaires et l'ensemble des usagers du secteur. Elle se déroulera selon les modalités suivantes :

 - des réunions publiques avec les habitants des quartiers Centre, Vieux Pont/Sainte Geneviève, La Boule-Champs Pierreux et Plateau/Mont Valérien et les usagers du secteur ;
 - des informations régulières dans le magazine municipal et sur le site Internet de la Ville ;
 - un dossier faisant état de l'avancement du projet, présentant les objectifs et les expertises associées, ainsi qu'un registre dédié aux observations des habitants et usagers, seront mis à la disposition du public, à la Direction de l'Aménagement et du Développement, aux heures habituelles d'ouverture de celle-ci.

2/ Extension du périmètre de sursis à statuer sur le secteur Boule-Grands Axes

Le Conseil municipal a approuvé en 2012 l'instauration d'un périmètre de sursis à statuer permettant d'anticiper la mise en œuvre d'un projet sur un périmètre élargi autour de la place de la Boule, afin de ne pas compromettre la faisabilité du projet d'aménagement et de ne pas rendre sa réalisation plus onéreuse.

Cet outil donne à la Ville la possibilité d'analyser chaque dépôt de permis de construire au regard des enjeux d'évolution du secteur. Elle peut différer de 2 ans sa décision sur la délivrance d'une autorisation d'urbanisme, si le projet présenté est susceptible de compromettre la réalisation des projets urbains en cours de définition. La décision d'opposer un sursis à statuer ouvre un droit de délaissement au propriétaire concerné.

Le périmètre de 2012 englobe les parcelles présentant un potentiel de mutabilité situées dans un rayon moyen de 500 mètres autour de la place de la Boule, à savoir des zones de requalification des avenues Clemenceau, Joffre, Joliot-Curie et Lénine, le secteur concerné par le projet de la place Foch, ainsi que des îlots sur les franges de l'avenue Clemenceau. Ce périmètre est plus étroit que celui de l'Orientation d'Aménagement de Programmation Boule-Grands Axes du PLU révisé en 2015.

Il est proposé au Conseil Municipal d'instaurer un périmètre supplémentaire permettant d'anticiper la mise en œuvre d'un projet sur l'ensemble du périmètre de l'OAP.

3/ Secteur spécifique Neuilly-Diderot : Objectifs et modalités de la concertation préalable à la mise en œuvre d'une opération d'aménagement

En 2014, la Ville a engagé un partenariat avec la SOREQA, Société publique locale d'aménagement, pour bénéficier de son expérience confirmée dans les opérations liées à l'éradication de l'habitat dégradé. Dans la poursuite des études menées dans le cadre de l'OPAH-RU, des missions d'études pré-opérationnelles ont donc

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal
Séance du mardi 22 mars 2016

été confiées à la SOREQA sur des secteurs à enjeux du tissu ancien, présentant des immeubles dégradés, une occupation sociale fragile, un potentiel de mutation et une localisation sur les grands axes autour de la place de la Boule.

Une opération neuve associant logements et commerce est envisagée sur le secteur d'opération d'ensemble « Neuilly-Diderot », inscrit dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation Boule-Grands Axes du Plan local d'urbanisme en décembre 2015. Ce secteur intègre notamment la copropriété du 41 rue de Neuilly qui fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'insalubrité réparable sur ses parties communes et d'un arrêté municipal de péril ordinaire et dans lequel la Ville est propriétaire de 3 logements, un terrain libre correspondant à l'ancien parking de l'entreprise UCB-Pharma ainsi que le pavillon situé 4 rue Diderot appartenant à la Ville.

La loi impose de définir les objectifs de chaque opération et de mener une phase de concertation préalable pour l'élaboration des projets de renouvellement urbain.

Il est proposé au Conseil municipal concernant le secteur Neuilly-Diderot :

- 1) de lancer la procédure de concertation en délibérant sur les objectifs qui suivent :
 - contribuer à la requalification de l'avenue Clemenceau, en particulier réaménager le carrefour des rues Sadi-Carnot, Neuilly et Diderot, en cohérence avec l'Orientation d'aménagement et de programmation Boule-grands axes ;
 - traiter la copropriété dégradée du 41 rue de Neuilly ;
 - développer une offre diversifiée de logements sur le secteur ;
 - favoriser le dynamisme commercial du secteur.
- 2) d'approuver les modalités de la concertation :
 - une réunion publique avec les habitants du secteur ;
 - des informations dans le magazine municipal et sur le site Internet de la Ville ;
 - un dossier faisant état de l'avancement du projet, présentant les objectifs et les expertises associées, ainsi qu'un registre dédié aux observations des habitants et usagers, seront mis à la disposition du public, à la Direction de l'Aménagement et du Développement, aux heures habituelles d'ouverture de celle-ci.

Ceci exposé,

LE CONSEIL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article L 103-2,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Nanterre approuvé le 21 octobre 2003, modifié le 15 février 2005, révisé le 20 mars 2007, modifié le 19 octobre 2010, ayant fait l'objet d'une révision simplifiée le 28 juin 2011 et modifié le 11 décembre 2012, et révisé le 15 décembre 2015,

Vu la note explicative de synthèse présentant l'exposé des motifs,

Vu l'avis de la commission de préparation du Conseil municipal,

Le rapporteur entendu,

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal
Séance du mardi 22 mars 2016

DELIBERE

Article 1 : Décide de mener une concertation préalable en vue de la définition d'une opération d'aménagement sur le secteur Boule-Grands Axes, selon le périmètre opérationnel pressenti ci-joint, concertation qui associera les habitants, les associations locales, les acteurs économiques, les partenaires et l'ensemble des usagers de la zone.

Article 2 : Approuve les modalités de la concertation préalable, telles que définies ci-après :

- des réunions publiques avec les habitants et les usagers du secteur.
- des informations régulières dans le magazine municipal et sur le site Internet de la Ville.
- un dossier présentant les objectifs et faisant état de l'avancement du projet, ainsi qu'un registre dédié aux observations des habitants et usagers, seront mis à la disposition du public, à la Direction de l'Aménagement et du Développement, 12ème étage de la Tour A, 130 rue du 8 mai 1945 à Nanterre, aux heures habituelles d'ouverture de celle-ci.

Article 3 : Dit que la concertation devra prendre pour référence les objectifs suivants :

- répondre aux enjeux d'embellissement de la place de la Boule et des grands axes y convergeant
- accompagner l'arrivée du Métro et du tramway et réduire les flux routiers ;
- maîtriser les développements générés par ces perspectives d'amélioration de l'accessibilité de ce secteur ;
- favoriser le développement d'une offre diversifiée de logements et la diversité économique du secteur.

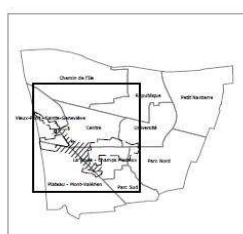
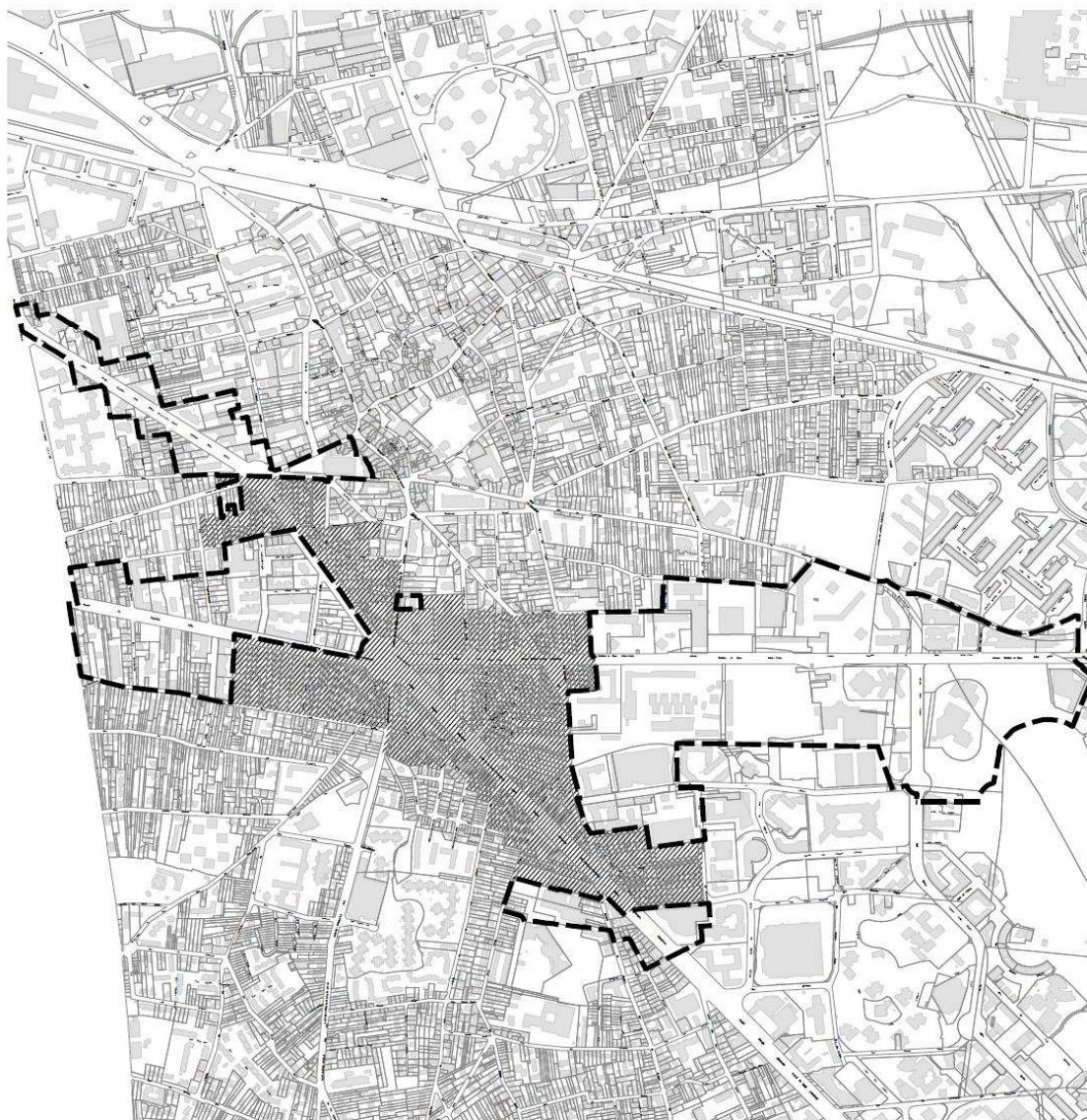
Article 4 : La présente délibération sera affichée pendant un mois en Mairie et publiée au recueil des actes administratifs.

Et les membres présents ont signé après lecture
Suivent les signatures,
Pour copie conforme,
Le Maire
Patrick JARRY

Par délégation du Maire
Geneviève BERNANOS
Directrice de l'Aménagement et du Développement

Secteur Boule - Grands Axes

Périmètre de délimitation des terrains concernés par un sursis à statuer



-  Périmètre supplémentaire de sursis à statuer
-  Périmètre existant de sursis à statuer (DCM du 20/03/2012)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

092-219200508-20160322-DEL2016-48-2-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016

0 100 mètres



**VOIR CARTE GENERALE DES PÉRIMÈTRES CONTRACTUELS,
OPÉRATIONNELS ET RÉGLEMENTAIRES DANS LES
« ANNEXES – PIÈCES GRAPHIQUES »**